



Abortion Rights
Coalition of Canada

Coalition pour le droit à
l'avortement au Canada

*Votre
« voix pour le choix »*

Le seul organisme politique pancanadien de défense du libre choix

B.P. 2663, succ. princ., Vancouver (C.-B.) V6B 3W3 • info@arcc-cdac.ca • www.arcc-cdac.ca

Pour diffusion immédiate

29 septembre 2016

Trudeau et la ministre de la Santé doivent intervenir maintenant pour assurer la couverture des médicaments abortifs

NATIONAL — Un groupe national de droit à l'avortement s'est dit consterné et irrité en apprenant récemment que les femmes canadiennes devront payer 300 \$ directement de leurs poches pour utiliser la pilule abortive, Mifegymiso, quand elle sera enfin disponible en pharmacie au printemps. La Coalition pour le droit à l'avortement au Canada a demandé au bureau du premier ministre de trouver rapidement une solution à la crise, qui a été décrite comme « une gifle en plein visage pour les femmes » dans un éditorial du Globe & Mail.

« La pilule abortive est vraiment la propriété morale des femmes », a déclaré Joyce Arthur, directrice générale de la Coalition pour les droits à l'avortement au Canada (CDAC). « Il s'agit d'un médicament essentiel dont les femmes ont besoin afin de contrôler leur fertilité et leur vie. Les femmes y ont droit parce que notre Cour suprême a statué en 1988 que les restrictions arbitraires sur l'accès à l'avortement violent les droits des femmes en vertu de la Charte. Nous croyons que certaines des restrictions coûteuses imposées par Santé Canada sur Mifegymiso – et maintenant le coût élevé du médicament pour les femmes – équivalent à une discrimination entre les sexes et à une violation de la Charte des droits, non seulement pour les femmes, mais aussi les personnes transgenres qui peuvent tomber enceintes. »

Selon madame Arthur, la solution la plus évidente à la question des coûts est que l'ACMTS fasse une exception et renonce à la redevance pour Celopharma (voir « Contexte » à la page 2). Mais comme l'agence semble réticente, la CDAC fait appel au premier ministre Justin Trudeau et à la ministre de la Santé Jane Philpott et leur demande d'agir rapidement pour faire en sorte que les femmes n'aient pas à payer.

« Il y a plusieurs solutions possibles », a déclaré madame Arthur. « Le gouvernement fédéral pourrait ordonner à Santé Canada de payer le coût de l'examen des médicaments pour Celopharma. Il pourrait également demander aux provinces de payer pour l'examen des médicaments, comme le fait le Québec. Le Canada pourrait aussi prendre exemple sur l'Australie – en 2013, la première ministre de l'époque Julia Gillard a réduit le prix de la pilule abortive à 12 \$ pour la plupart des femmes. Bien que l'Australie ait un programme de médicaments fédéral qui rend cette solution plus réalisable, le Canada a vraiment besoin de rattraper le reste du monde développé et de mettre en œuvre un programme national d'assurance-médicaments, ou au moins un formulaire national de médicaments qui couvrirait certains médicaments pour tous les Canadiens et les Canadiennes. »

Madame Arthur a souligné que d'autres solutions pourraient aussi être possibles : « L'essentiel est que le gouvernement fédéral soit en mesure de trouver une solution de contournement pour résoudre ce problème. Nous croyons que le gouvernement a l'obligation d'agir, compte tenu des questions relatives aux droits de l'homme qui sont en jeu, et au fait que l'avortement continue à être politisé et stigmatisé, ce qui se traduit souvent par un accès insuffisant. »

« Trudeau se décrit lui-même comme un féministe et a souvent exprimé son soutien fort pour le “droit de la femme à choisir”, et la ministre de la Santé Jane Philpott a promis d'améliorer l'accès à l'avortement », a déclaré Peggy Cooke, une porte-parole de Toronto pour la CDAC. « Nous leur demandons de respecter leurs engagements et de faire quelque chose maintenant. S'il vous plaît, prenez des mesures immédiates pour garantir que Mifegymiso soit couvert et accessible à toutes celles qui en ont besoin, en particulier les femmes à faible revenu et les femmes vivant en milieu rural, les jeunes et les personnes transgenres ».

Contexte :

- Mifegymiso est une combinaison de médicament, la mifépristone et le misoprostol, qui met fin à la grossesse. Il a été approuvé par Santé Canada en 2015, mais le processus a pris plus de 3 ans.
- Le distributeur canadien, Celopharma Inc., dit qu'il ne peut pas assumer les frais de 72 000 \$ pour le « Programme commun des médicaments », un processus distinct qui n'est pas géré par Santé Canada. Tous les nouveaux médicaments doivent passer par cet examen avant de pouvoir être couverts par les régimes d'assurance-médicaments provinciaux.
- Toutefois, les frais de l'examen n'ont été mis en œuvre qu'en 2014, alors que Celopharma a déposé sa demande d'homologation à Santé Canada en 2011, lorsque ces examens de médicaments étaient gratuits. (Le Québec a son propre processus d'examen et ne facture pas de frais.)
- Le budget de Celopharma ne lui permet pas d'assumer ce coût supplémentaire, ce qui l'a obligée à se retirer du processus d'examen en juillet. Celopharma est une petite entreprise qui a consacré des ressources considérables au très long processus d'approbation.
- L'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé (ACMTS), qui supervise le Programme commun des médicaments, a affirmé qu'elle ne peut pas renoncer aux frais ou offrir une réduction ou un plan de financement, parce qu'elle ne veut pas créer « un mauvais précédent. »

FIN

Contacts médias :

Joyce Arthur	Executive Director / Directrice générale, ARCC-CDAC, Vancouver	joyce@arcc-cdac.ca	604-351-0867
Dr./D^{re} Suzanne Newman	Abortion provider / Intervenante en avortement, Women's Hospital, Health Sciences Centre, Winnipeg	snewman@cc.umanitoba.ca	204-477-1887
Carolyn Egan	Ontario Coalition for Abortion Clinics, Toronto	c.egan@sympatico.ca	416-806-7985
Peggy Cooke	ARCC-CDAC, Toronto	pedgehog@gmail.com	416-709-1457
Julie Lalonde (parle français)	ARCC-CDAC, Ottawa	julie.s.lalonde@gmail.com	613-301-2697
Josie Baker	PEI Abortion Rights Network, Charlottetown	peiabortionrights@gmail.com	902-368-7337
Christopher Kaposy, PhD	Ethicist, Memorial University / Éthicien, Université Memorial, St. Johns NL / T.-N.	christopher.kaposy@med.mun.ca	709-864-3375 (w / bur.)